

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

17 février 2012 – N° 150

Forcer les pays de la zone euro à devenir homogènes n'a pas de sens

Les demandes qui sont faites aujourd'hui aux pays de la zone euro :

- mise en place de la règle d'or ;
- ajustement des salaires jusqu'à ce que la compétitivité soit telle que le déficit extérieur disparaisse ;
- réformes structurelles diverses (marchés du travail, des biens) ;

visent à obtenir l'homogénéité des pays de la zone euro : absence de déficit extérieur ou budgétaire, similarité des structures productives. Cette homogénéisation de la zone euro est perçue comme une condition préalable au passage à l'union politique, à la mise en commun des budgets. Evidemment, aucune difficulté n'apparaît si des pays semblables ont la même monnaie. Mais :

- l'homogénéisation de la zone euro est une organisation très inefficace alors que l'unification monétaire devrait entraîner une hétérogénéité naturelle due aux avantages comparatifs, aux dotations en facteurs de production ; l'homogénéisation implique alors une forte perte de croissance ;
- certaines conséquences de cette volonté d'homogénéité (baisse forte des salaires dans certains pays par exemple) sont politiquement et socialement inacceptables, et de plus souvent injustifiées.

Il serait plus efficace de réfléchir aux institutions compatibles avec l'hétérogénéité forte de la zone euro que de forcer l'homogénéisation et d'en faire un préalable aux réformes institutionnelles.

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteur :

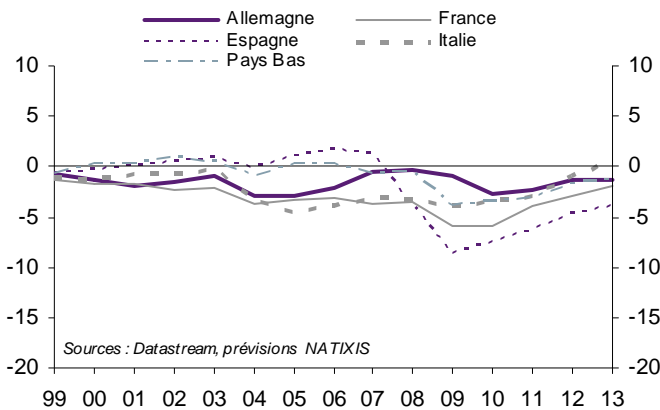
Patrick ARTUS

Une demande « d'homogénéisation » de la zone euro

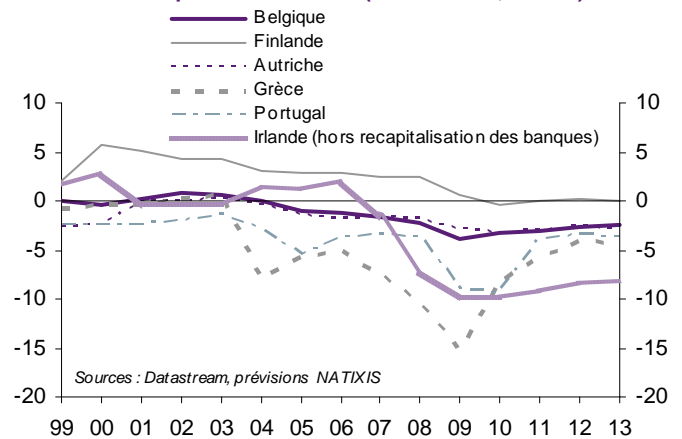
La demande collective (des gouvernements, de la BCE, de la Commission Européenne...) **est que les pays de la zone euro deviennent plus homogènes, avec :**

- **la règle d'or**, contrainte de quasi-nullité des déficits publics structurels (**graphiques 1a/1b**). Dans le passé, seuls l'Espagne, les Pays-Bas, la Finlande et l'Irlande ont respecté cette contrainte ;
- **la baisse des salaires** (des coûts salariaux) **jusqu'à ce que l'amélioration de la compétitivité et la baisse de la demande intérieure fassent disparaître les déficits extérieurs.** Ce mouvement s'observe déjà (**graphiques 2a/2b/3a/3b/4a/4b/5a/5b**) en Espagne, en Grèce, au Portugal, en Italie, en Irlande. **Puisque les agents économiques privés ne s'endettent plus**, sauf en Finlande (**graphiques 6a/6b**), on se dirige donc vers un équilibre où, **dans chaque pays, il n'apparaît plus aucun besoin de financement** (qu'il soit public, privé ou extérieur) ;

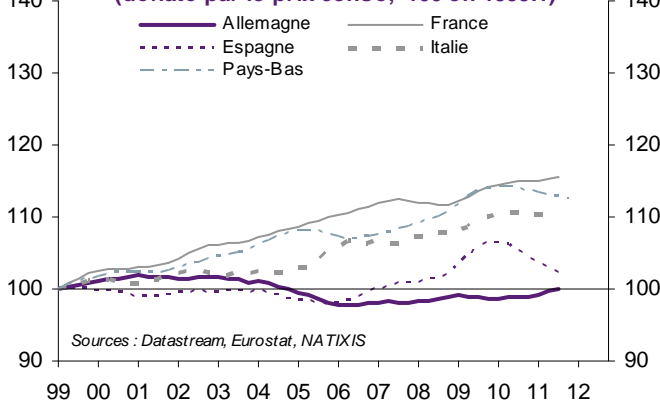
Graphique 1a
Déficit public structurel (en % du PIB, valeur)



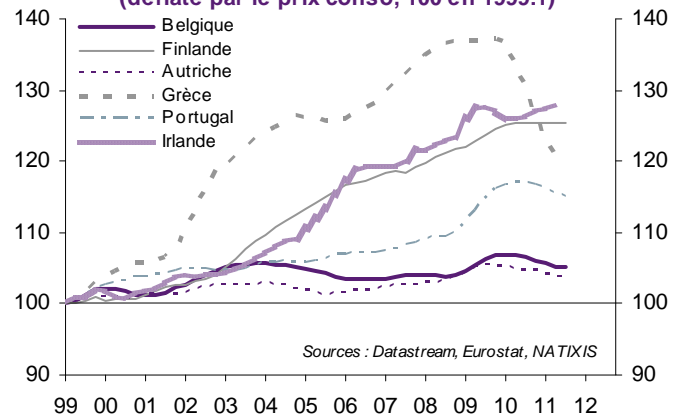
Graphique 1b
Déficit public structurel (en % du PIB, valeur)



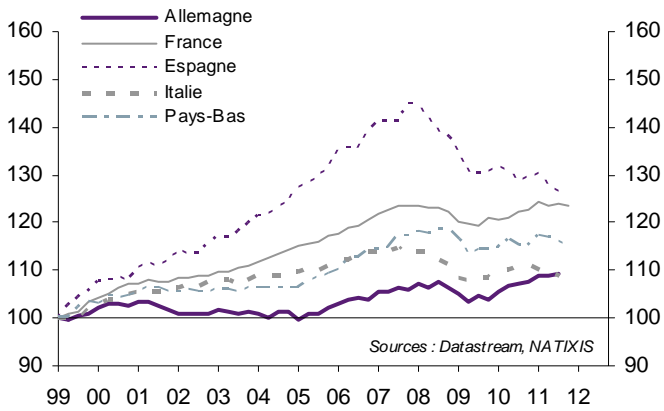
Graphique 2a
Salaire réel par tête
(déflaté par le prix conso, 100 en 1999:1)



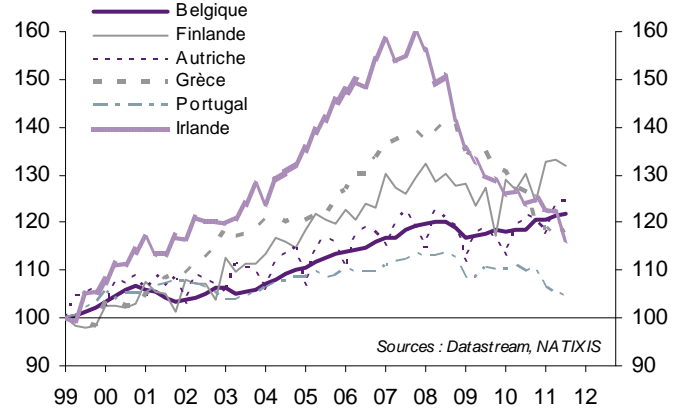
Graphique 2b
Salaire réel par tête
(déflaté par le prix conso, 100 en 1999:1)



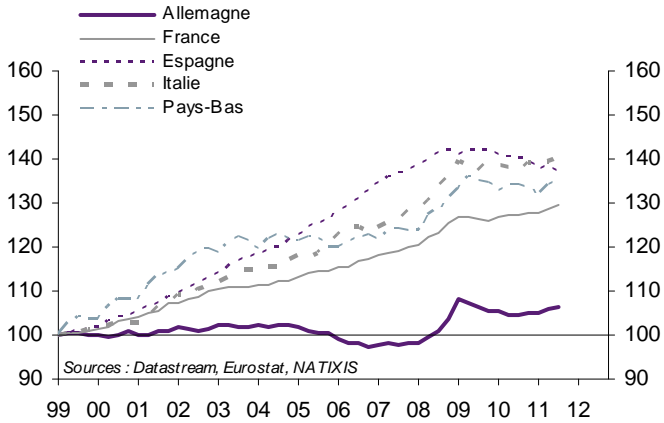
Graphique 3a
Demande intérieure (volume, 100 en 1999:1)



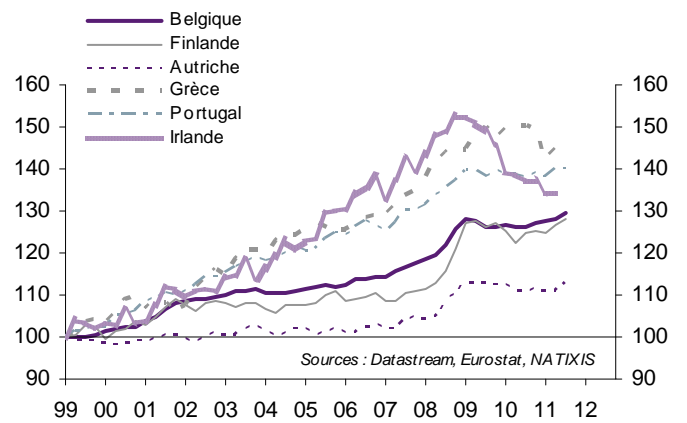
Graphique 3b
Demande intérieure (volume, 100 en 1999:1)



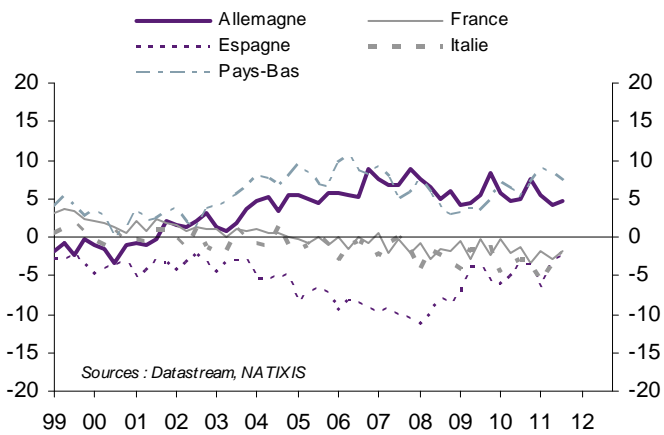
Graphique 4a
Coût salarial unitaire total (100 en 1999:1)



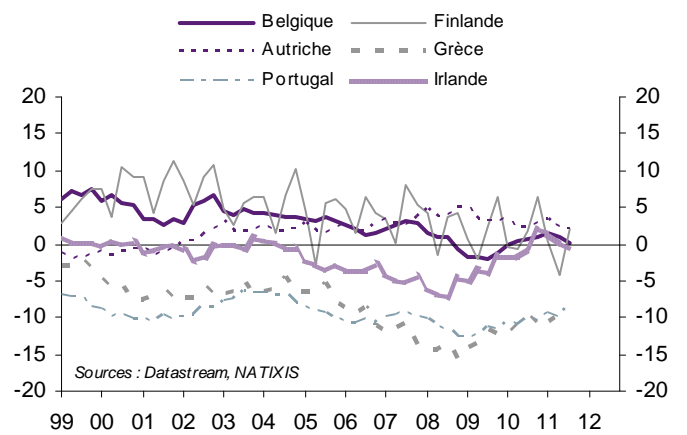
Graphique 4b
Coût salarial unitaire total (100 en 1999:1)



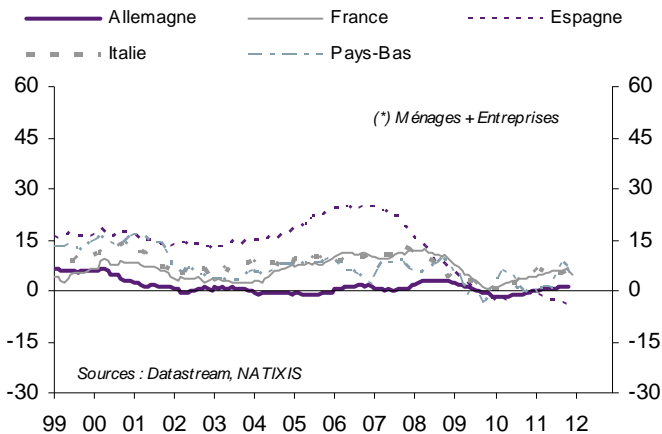
Graphique 5a
Balance courante (en % du PIB)



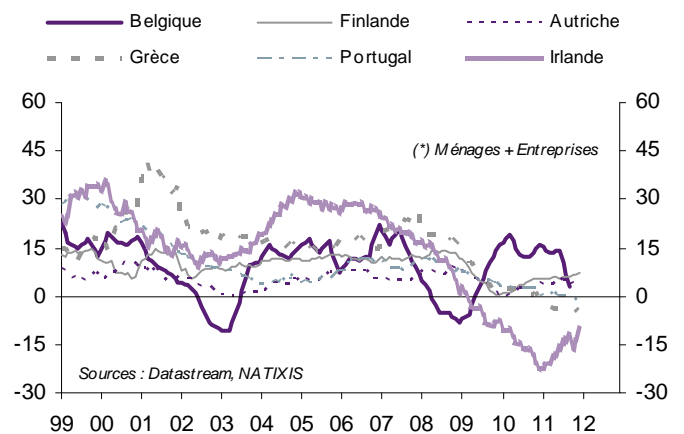
Graphique 5b
Balance courante (en % du PIB)



Graphique 6a
Crédits au secteur privé* (GA en %)



Graphique 6b
Crédits au secteur privé* (GA en %)

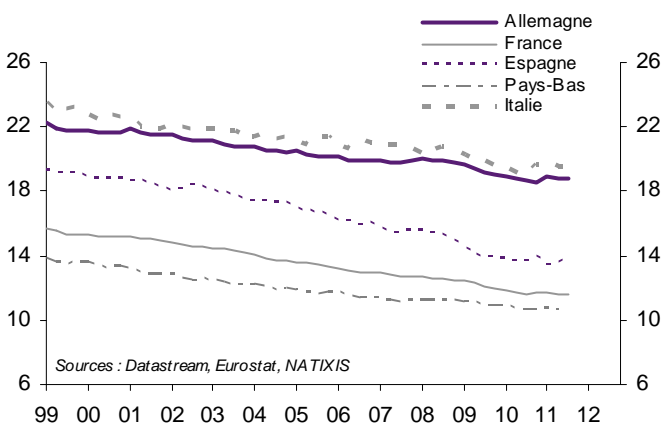


- **des réformes structurelles** : concurrence accrue sur les marchés des biens et services, flexibilisation des marchés du travail (baisse du salaire minimum, réduction de la protection de l'emploi), réformes des retraites...

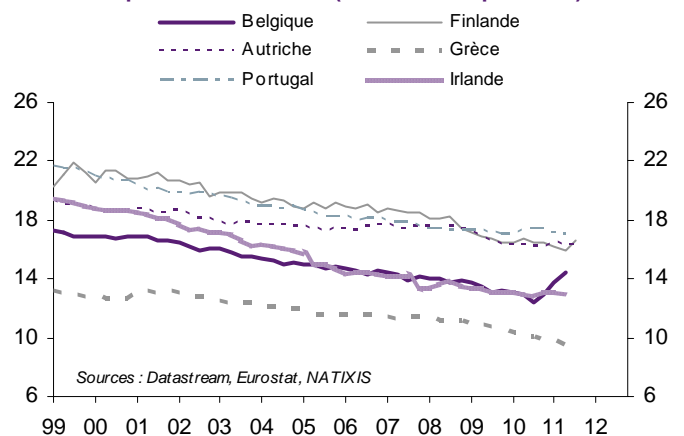
L'objectif implicite de ces demandes est que les pays de la zone euro deviennent le plus que possible homogènes :

- comme on l'a vu ci-dessus, avec **la disparition généralisée de toutes les formes de besoins de financement** ;
- avec l'amélioration de la compétitivité-coût dans les pays ayant des déficits extérieurs, **visant à ce que les structures économiques des pays soient les plus semblables possibles**, en particulier à faire réapparaître les secteurs exportateurs dans les pays ayant des déficits extérieurs. On sait aujourd'hui **que la taille de l'industrie varie beaucoup d'un pays à l'autre dans la zone euro (graphiques 7a/7b et 8a/8b)**, et que les pays avec des industries de petite taille (France, Grèce, Espagne, Portugal) ont des déficits extérieurs structurels : **l'idée de base est la reconstruction de l'industrie par la baisse des salaires dans ces pays.**

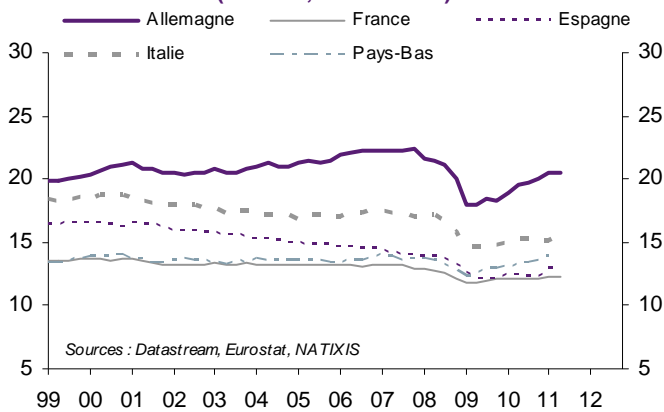
Graphique 7a
Emploi manufacturier (en % de l'emploi total)



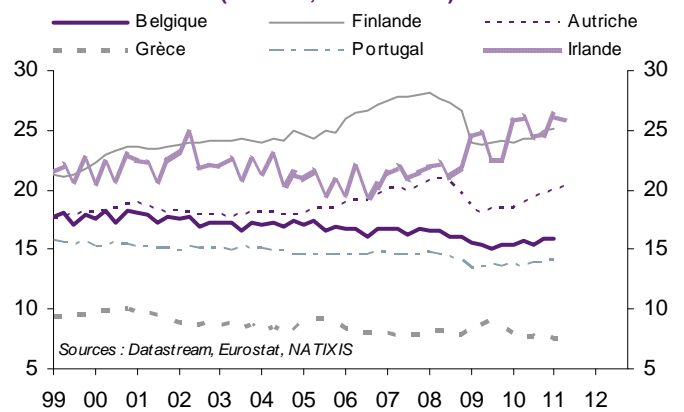
Graphique 7b
Emploi manufacturier (en % de l'emploi total)



Graphique 8a

Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier
(volume, en % du PIB)

Graphique 8b

Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier
(volume, en % du PIB)

L'union politique, la mise en commun des budgets, les émissions communes (Eurobonds) ne pourront, dans cette vision de la zone euro, être mises en place que lorsque les pays de la zone euro seront suffisamment semblables.

Pourtant
l'hétérogénéité est
normale et efficace

Il y a donc clairement **volonté de rendre plus homogène la zone euro**, en ce qui concerne les politiques budgétaires, les structures économiques, les balances courantes. **Pourtant, il existe entre les pays de la zone euro une hétérogénéité naturelle, due aux différences entre les avantages comparatifs, les dotations en facteurs de production :**

- le **degré de qualification de la population active** diffère entre les pays de la zone euro (**tableau 1**). L'Espagne, l'Italie, la Grèce, le Portugal ont une fraction importante de la population active qui est peu qualifiée ;
- l'**effort d'innovation** diffère entre ces pays (**tableaux 2a/2b**) ; il est faible en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Italie ;
- l'**intensité capitaliste** diffère entre ces pays (**graphiques 9a/9b**) ; elle est faible en Espagne, en Grèce, au Portugal.

Tableau 1
Structure de la population active par niveau d'éducation

en %	Allemagne			Pays-Bas			Belgique			Autriche		
	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire
1999	19	58	23	45	32	23	43	31	27	25	61	14
2000	18	58	23	35	41	23	41	31	27	24	62	14
2001	17	59	23	35	42	23	41	32	28	23	63	14
2002	17	60	23	32	43	25	39	33	28	22	64	15
2003	17	59	24	31	42	28	38	33	29	21	64	15
2004	16	59	25	29	41	30	36	34	30	20	62	18
2005	17	59	25	28	42	30	34	35	31	19	63	18
2006	17	59	24	28	42	30	33	35	32	20	63	18
2007	16	60	24	27	42	31	32	36	32	20	63	18
2008	15	60	25	27	41	32	30	37	32	19	63	18
2009	15	59	26	27	41	33	29	37	33	18	63	19

Tableau 1 (suite)
Structure de la population active par niveau d'éducation

en %	Finlande			France			Espagne			Italie		
	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire
1999	28	40	31	38	40	21	65	14	21	58	33	9
2000	27	41	32	37	41	22	62	16	23	58	33	9
2001	26	42	32	36	41	23	60	16	24	57	33	10
2002	25	42	33	35	41	24	59	17	24	56	34	10
2003	24	43	33	35	41	24	57	18	25	52	38	10
2004	22	43	34	34	41	24	55	19	26	51	37	12
2005	21	44	35	33	41	25	51	21	28	50	38	12
2006	20	44	35	33	41	26	50	21	28	49	38	13
2007	19	44	36	31	42	27	49	22	29	48	39	14
2008	19	44	37	30	43	27	49	22	29	47	39	14
2009	18	45	37	30	41	29	48	22	30	46	40	15

en %	Grèce			Portugal			Irlande		
	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire
1999	52	31	17	81	10	9	45	35	20
2000	51	31	18	81	11	9	54	28	19
2001	50	32	18	80	11	9	45	32	24
2002	48	33	19	80	11	9	40	35	25
2003	47	34	19	77	12	11	38	35	26
2004	44	35	21	75	13	13	37	35	28
2005	43	36	21	74	14	13	35	35	29
2006	41	37	22	72	14	13	34	35	31
2007	40	37	23	73	14	14	32	35	32
2008	39	38	23	72	14	14	31	36	34
2009	39	38	24	70	15	15	28	36	36

Sources : Regards sur l'éducation 2011 (OCDE)

Tableau 2a
Dépenses totales en R&D (en % du PIB)

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	2,41	2,47	2,47	2,50	2,54	2,50	2,51	2,54	2,53	2,69	2,82	2,82
France	2,16	2,15	2,20	2,24	2,18	2,16	2,11	2,11	2,08	2,12	2,26	2,26
Espagne	0,86	0,91	0,92	0,99	1,05	1,06	1,12	1,20	1,27	1,35	1,39	1,39
Italie	1,02	1,04	1,08	1,12	1,10	1,09	1,09	1,13	1,17	1,21	1,26	1,26
Pays-Bas	1,98	1,94	1,93	1,88	1,92	1,93	1,90	1,88	1,81	1,77	1,82	1,83
Belgique	1,93	1,97	2,07	1,94	1,87	1,86	1,83	1,86	1,89	1,97	2,03	1,99
Finlande	3,17	3,35	3,32	3,36	3,44	3,45	3,48	3,48	3,47	3,70	3,92	3,87
Autriche	1,89	1,93	2,05	2,12	2,24	2,24	2,46	2,44	2,51	2,67	2,72	2,76
Grèce	0,6	0,59	0,58	0,58	0,57	0,55	0,6	0,59	0,6	0,58	0,57	-
Portugal	0,69	0,73	0,77	0,73	0,71	0,75	0,78	0,99	1,17	1,50	1,64	1,59
Irlande	1,17	1,11	1,09	1,09	1,16	1,22	1,24	1,24	1,28	1,45	1,74	1,79

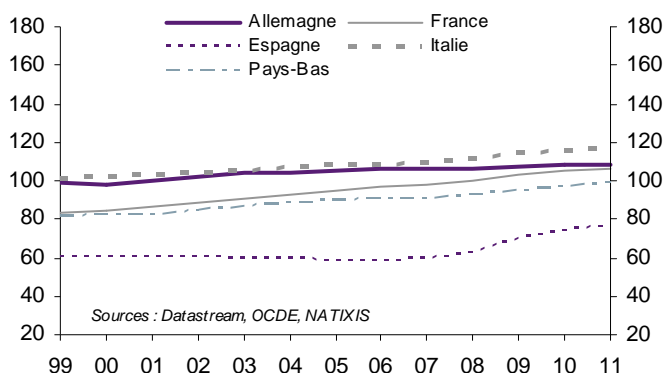
Sources : Eurostat

Tableau 2b
Nombre de brevets triadiques (par million d'habitants)

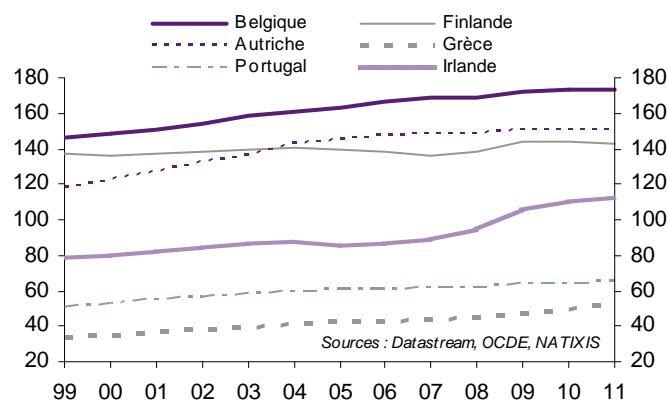
Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	77,82	75,87	75,63	74,22	69,42	69,00	69,84	73,72	73,39	71,13	70,01
France	38,04	37,50	36,93	38,26	36,40	39,11	38,02	39,72	40,45	40,02	39,97
Espagne	2,86	3,73	4,03	4,07	3,91	5,11	5,13	4,98	5,46	5,55	5,59
Italie	13,45	11,47	11,98	11,45	12,13	13,32	12,74	13,26	12,93	12,63	12,36
Pays-Bas	55,38	73,56	88,16	75,93	74,49	63,91	59,47	63,44	57,63	58,44	55,90
Belgique	41,28	35,74	32,85	32,80	33,04	40,43	39,74	43,04	40,63	38,43	36,41
Finlande	95,96	69,28	62,79	49,00	57,60	65,33	65,61	66,84	68,03	66,58	64,40
Autriche	33,53	31,85	33,13	33,54	34,32	46,12	51,87	53,85	51,39	50,05	50,29
Grèce	1,04	0,85	0,57	0,85	1,13	0,86	1,37	1,31	1,29	1,21	1,05
Portugal	0,50	0,40	0,60	0,70	0,90	0,65	1,22	1,58	2,33	2,03	2,02
Irlande	14,92	11,06	13,02	11,85	12,23	17,32	18,63	18,61	18,37	19,06	18,49

Principaux indicateurs de la science et de la technologie 2010

Graphique 9a
Capital net en volume des entreprises par tête
(en milliers d'euros)



Graphique 9b
Capital net en volume des entreprises par tête
(en milliers d'euros)



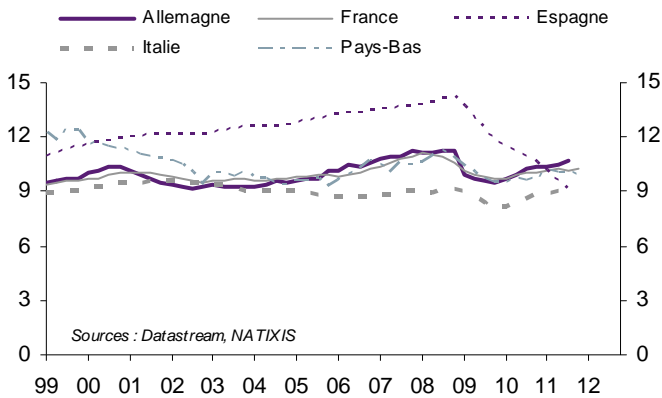
Tout ceci implique **qu'il est légitime que les pays de la zone euro aient des spécialisations productives différentes, aient des niveaux d'investissement (public et privé) différents** donc des situations des balances courantes et des budgets différents.

S'il y a homogénéisation forcée :

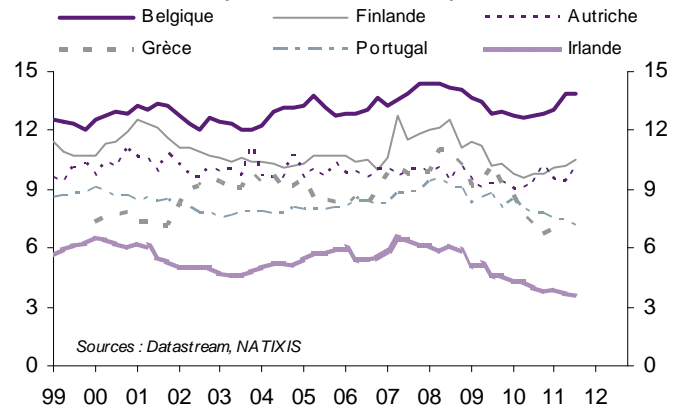
- la spécialisation productive ne correspondra pas aux avantages comparatifs ou aux dotations en facteurs de production, et elle sera donc inefficace ;
- des besoins légitimes d'investissement ne seront pas satisfaits, car ils feraient apparaître des déficits extérieurs ou budgétaires indésirables.

Déjà aujourd'hui (graphiques 10a/10b et 11a/11b), le recul du **taux d'investissement des entreprises** est très important en Espagne, en Irlande, en Grèce, au Portugal ; l'**investissement public** recule fortement en Espagne, en Italie, en Irlande, en Grèce, au Portugal.

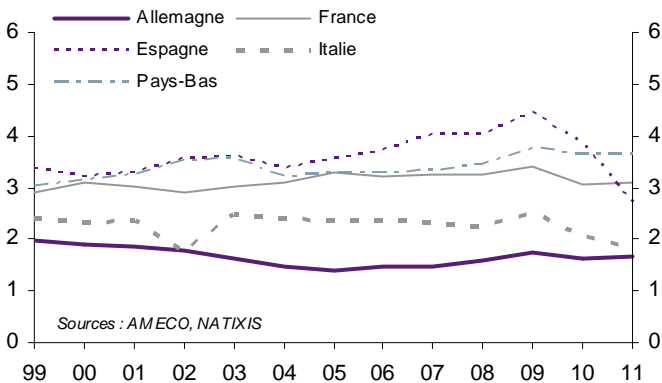
Graphique 10a
Investissement total des entreprises
(volume, en % du PIB)



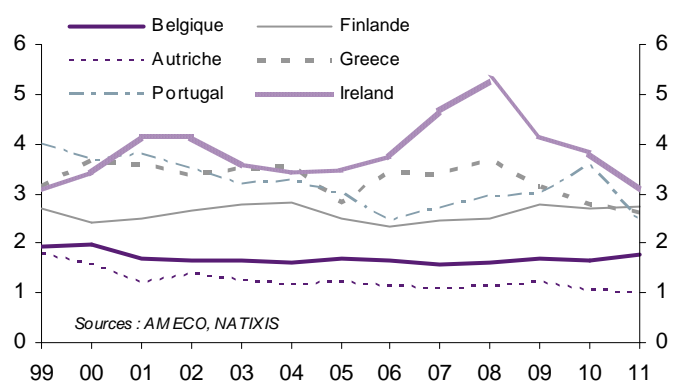
Graphique 10b
Investissement total des entreprises
(volume, en % du PIB)



Graphique 11a
Taux d'investissement public
(valeur, en % du PIB)



Graphique 11b
Taux d'investissement public
(valeur, en % du PIB)



De plus, certaines des demandes faites sont inacceptables

La demande de réduction des salaires jusqu'à ce que la compétitivité soit améliorée au point que le déficit extérieur disparaisse est dans beaucoup de pays inacceptable politiquement et socialement. Elle est de plus souvent injustifiée.

Les coûts salariaux unitaires ont effectivement augmenté plus vite nettement qu'en Allemagne (graphiques 4a/4b plus haut) dans tous les pays de la zone euro sauf en Autriche.

- Mais il est tout à fait normal qu'il y ait convergence progressive des salaires vers un niveau commun dans une union monétaire. Il ne faut donc pas regarder la croissance des coûts salariaux unitaires depuis 1998, mais le niveau des coûts salariaux aujourd'hui (tableaux 3a/3b), en niveau ou corrigés de l'évolution de la productivité horaire dans l'industrie (graphiques 12a/12b). Le coût du travail reste faible par rapport à la France ou à l'Allemagne en Espagne, en Finlande, en Autriche, en Grèce, au Portugal, en Irlande.

Tableau 3a
Salaires horaires dans l'industrie y compris charges sociales (en euros)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	24,80	25,30	25,70	26,30	27,60	28,50	29,20	29,80
France	22,20	22,70	23,20	23,86	24,98	26,17	27,17	27,98
Espagne	15,57	14,93	14,86	15,05	15,12	14,15	14,86	15,64
Italie	16,62	18,12	17,53	18,09	18,28	18,69	19,37	19,84
Pays-Bas	22,99	20,42	21,38	22,46	23,41	24,64	25,91	27,15
Belgique	25,98	25,88	26,51	27,39	28,44	29,88	31,33	32,92
Finlande	20,11	20,06	20,15	21,08	22,02	23,67	25,23	26,25
Autriche	22,90	22,50	22,74	23,51	23,79	24,68	25,67	26,29
Grèce	8,64	9,15	9,18	10,00	10,39	11,00	11,80	12,65
Portugal	5,97	6,17	6,37	6,72	6,94	7,30	7,70	8,10
Irlande	13,62	15,02	15,14	16,05	17,25	19,17	20,18	21,06

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	30,00	30,10	31,30	31,70	32,47	33,00	33,10	34,18
France	29,01	29,96	30,96	31,97	32,92	32,92	34,17	35,31
Espagne	16,29	16,87	17,56	18,24	18,92	21,54	21,70	22,29
Italie	20,63	22,21	22,63	23,12	23,88	24,58	25,23	25,80
Pays-Bas	28,08	28,50	28,19	28,48	29,86	30,58	30,90	31,63
Belgique	32,30	33,03	33,93	35,78	36,79	38,31	40,08	41,22
Finlande	26,69	28,24	28,99	29,56	31,04	31,78	31,43	n.c.
Autriche	26,79	27,42	27,70	28,32	29,13	30,80	30,32	31,51
Grèce	12,71	12,18	13,13	14,32	15,70	16,30	16,75	15,67
Portugal	8,50	8,80	9,01	9,23	9,60	10,10	10,28	10,32
Irlande	21,99	22,82	21,83	24,84	26,23	30,29	29,57	n.c.

Sources : Eurostat, BLS, Natixis

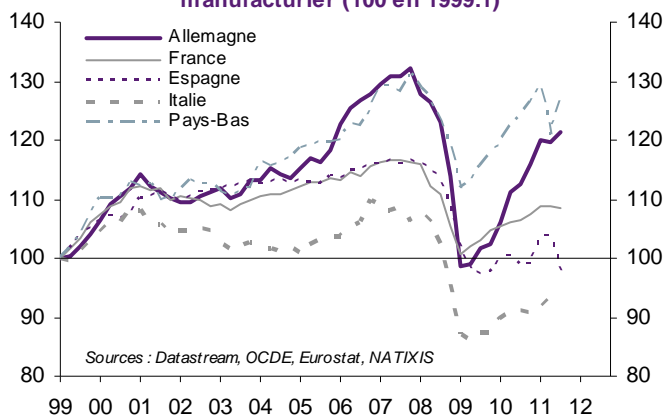
Tableau 3b
Salaires horaires dans l'industrie y compris charges sociales corrigés de la productivité (en euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	26,30	25,63	25,87	26,93	27,15	26,72	26,22
France	23,86	23,46	24,17	25,44	26,39	26,88	27,29
Espagne	15,05	14,52	13,15	13,78	14,29	14,81	15,32
Italie	18,09	17,33	17,79	18,66	19,57	20,44	21,88
Pays-Bas	22,46	21,83	22,90	23,83	25,22	24,93	24,70
Belgique	27,39	27,14	28,50	30,15	31,76	30,28	30,86
Finlande	21,08	19,43	19,91	20,44	20,59	19,88	20,24
Autriche	23,51	22,15	22,61	23,56	24,21	25,14	24,35
Grèce	10,00	9,63	10,09	11,52	11,60	11,75	10,10
Portugal	6,72	6,78	7,05	7,44	7,87	8,25	8,63
Irlande	16,05	15,69	16,37	15,48	16,17	16,51	16,79

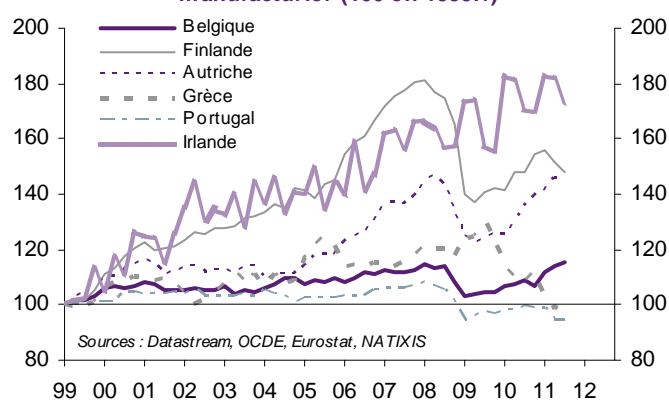
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	25,31	24,63	26,88	33,40	30,19	28,89
France	27,84	28,21	30,44	33,00	33,06	33,39
Espagne	15,68	16,11	17,15	22,44	22,42	22,51
Italie	21,48	21,64	23,39	28,52	28,03	28,29
Pays-Bas	23,76	22,76	24,80	27,62	25,92	25,98
Belgique	31,27	32,40	33,20	37,40	37,85	36,73
Finlande	18,45	17,07	18,13	23,11	21,62	-
Autriche	22,82	21,46	21,32	25,73	23,73	22,70
Grèce	11,53	12,42	13,15	13,04	15,20	15,59
Portugal	8,74	8,73	9,18	10,56	10,48	10,83
Irlande	15,52	16,03	16,98	19,17	17,55	-

Sources : Eurostat, BLS, Natixis

Graphique 12a
Productivité horaire dans le secteur
manufacturier (100 en 1999:1)



Graphique 12b
Productivité horaire dans le secteur
manufacturier (100 en 1999:1)

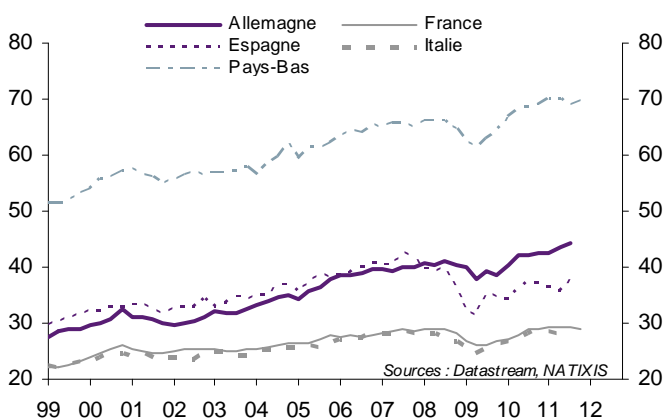


- La baisse des salaires réels (Pays-Bas, Espagne, Grèce, Portugal, Belgique, Autriche, graphiques 2a/2b plus haut) n'aurait donc pas pour objet de rétablir une compétitivité normale, mais d'améliorer la compétitivité au point que le déficit extérieur disparaisse malgré une spécialisation productive défavorable (même si elle est efficace, optimale).

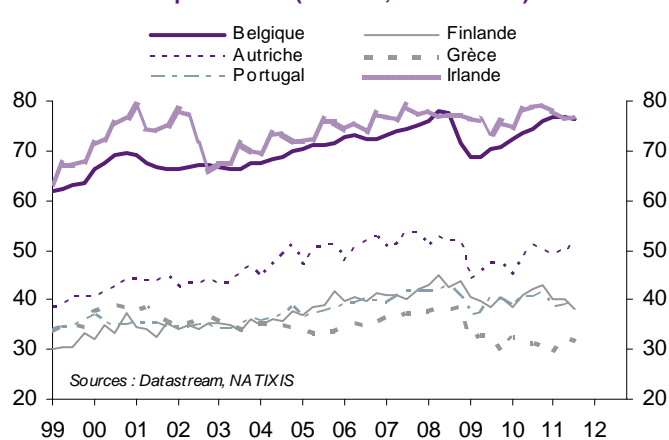
Pour cela, il faudrait dans certains cas des baisses supplémentaires de salaires inacceptables. Partant des déficits extérieurs (graphiques 5a/5b plus haut), des élasticités-prix du commerce extérieur et du poids des importations (graphiques 13a/13b), de l'ordre de :

- 8% en France ;
- 7% en Espagne ;
- 8% en Italie ;
- 25% en Grèce ;
- 18% au Portugal.

Graphique 13a
Importations (volume, en % du PIB)



Graphique 13b
Importations (volume, en % du PIB)



Synthèse : une mauvaise façon de réfléchir aux institutions futures de la zone euro

Le consensus semble être aujourd'hui le suivant : rendons d'abord la zone euro homogène, puis mettons en place les institutions (budget commun, émission obligations communes...) que cette homogénéité rend possibles.

Mais l'homogénéisation de la zone euro ne nous paraît pas être une bonne politique :

- elle va à l'encontre de la spécialisation productive normale et efficace des pays ;
- elle conduit à des politiques (par exemple baisse forte des salaires) injustifiables d'une part, inacceptables d'autre part.

La bonne façon de réfléchir à l'évolution institutionnelle de la zone euro est pour nous de réfléchir aux institutions qui permettent qu'il y ait monnaie unique et hétérogénéité forte des pays.